

«PERSONNE NE NOUS IMPOSERA QUOI QUE CE SOIT PAR LA FORCE»

Abdelmalek Sellal menace les contractuels

C'est à partir de Constantine, où il était en visite officielle, hier, que le Premier ministre s'est exprimé pour la première fois sur l'affaire des enseignants contractuels : «J'espère qu'ils comprendront définitivement qu'il n'est pas question que quiconque vienne nous imposer quoi que ce soit par la force.»

De notre envoyé spécial à Constantine, Kamel Amarni

Sellal, qui se trouvait à Constantine pour une visite de travail sur le terrain ainsi que pour clôturer la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe», a surpris par sa fermeté et son soutien à sa ministre de l'Education, Nouria Benghebrat.

Si, en effet, Sellal avait, à l'occasion de sa précédente visite ici même à Constantine, publiquement désavoué Nouria Benghebrat, qui faisait alors face à une violente campagne des milieux politique et médiatique menée pas le courant islamo-conservateur au sujet de l'enseignement de la langue arabe populaire, cette fois, il prend franchement position avec sa ministre dans son bras de fer avec les enseignants contractuels, qui

poursuivent leur rassemblement permanent à Boudouaou.

Pour rappel, les enseignants contractuels n'ont qu'une seule revendication : une intégration intégrale et inconditionnelle dans le corps de l'enseignement et sans passer par l'épreuve du concours exigé par la loi. Et voilà ce que leur répond le chef de l'exécutif : «L'Algérie est un État de droit. Il y a des lois et il faut les respecter. Ces enseignants contractuels doivent comprendre définitivement qu'ils ne peuvent rien nous imposer par la force. Certes, ils seront privilégiés et le gouvernement leur a accordé la priorité», ajoutera Sellal en faisant allusion à l'accord arraché à la Fonction publique par la ministre de l'Education et en vertu duquel des points supplémentaires seront accordés aux contractuels dont l'expérience sera prise en compte.



Abdelmalek Sellal en visite à Constantine.

«Mais, ajoutera le Premier ministre, la loi, c'est la loi. En plus, enchaînera-t-il, il y a 800 000 autres inscrits qui sont candidats à ce concours (du 30 avril, Ndlr). Est-ce raisonnable de faire passer les contractuels (au nombre de 25 000) devant ces 800 000 ? Rien, ni la rai-

son, ni le bon sens, ni encore l'équité ne le permettent». Il assénera encore : «L'Etat s'est même engagé à ce que ces contractuels gardent leurs actuels postes même en cas d'échec au concours.» Et de conclure avec cette mise en garde : «Ce n'est pas avec la force que quiconque

nous imposera quoi que ce soit. Ou alors en politisant ce dossier.» Ici, l'allusion à l'opposition est évidente.

Avec cette sortie, Sellal conforte considérablement la position de la ministre de l'Education et ce, quarante-huit heures après un autre soutien de poids, celui du ministre de l'Intérieur, Nouredine Bedoui, qui avait, lui, menacé de recourir à la force publique pour mettre fin au rassemblement de Boudouaou.

Cette fermeté du gouvernement, incarnée par Sellal hier, est un changement radical notable dans la gestion de la contestation sociale par le pouvoir, depuis janvier 2011. Une gestion faite, depuis le brutal avènement du «printemps arabe», de mollesse et de concessions en cascade, surtout si la partie contestatrice est d'obédience islamiste : «la paix sociale n'a pas de prix», expliquait à l'époque Ahmed Ouyahia pour justifier les innombrables mesures populistes prises par Abdelaziz Bouteflika pour calmer le front social. Mais à l'époque, le prix du baril dépassait largement les 100 dollars. Autres temps, autres mœurs ?

K. A.

CGEA

Les opérateurs économiques appelés à contribuer à «surmonter les contraintes liées à la crise économique»

Les opérateurs économiques sont appelés à contribuer à «surmonter les contraintes liées à la crise économique», a indiqué, hier à Ghardaïa, la présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Saïda Neghza.

S'exprimant en marge de l'installation du bureau de la CGEA de Ghardaïa, M^{me} Neghza, qui est également vice-présidente de l'Union méditerranéenne des confédérations d'entreprises (Businessmed), a exhorté les opérateurs économiques «à contribuer à surmonter les contraintes liées à la crise économique, et à apporter une meilleure réponse aux attentes des jeunes Algériens en matière d'emploi et de création de richesses».

«La CGEA s'attelle à accompagner les opérateurs économiques, à améliorer le climat des affaires et d'attractivité en termes d'investissement pour créer de la richesse hors hydrocarbures afin de contribuer à la préservation de notre pays des menaces qui planent sur l'Algérie», a-t-elle ajouté.

M^{me} Neghza a, à cette occasion, appelé l'ensemble du peuple algérien à s'unir pour «déjouer les tentatives de déstabilisation de notre pays et faire face aux défis économiques».

A l'issue de cette rencontre qui a regroupé également de nombreux opérateurs économiques et investisseurs potentiels de plusieurs wilayas du pays, des opportunités d'investissement et l'environnement des affaires dans la région de Ghardaïa ont été exposés par les directeurs de wilaya de l'agriculture et de l'industrie et des mines, en vue d'attirer les investisseurs potentiels productifs et créateurs de richesses.

APS

Sellal torpille les séparatistes

La nuance était on ne peut plus claire. Abdelmalek Sellal a préféré adresser une mise en garde en règle aux précurseurs des tentations séparatistes qui ne sauraient se matérialiser à ses dires, dans une Algérie fière de sa richesse culturelle. «Une Algérie qui a définitivement soustrait l'amazighité aux surenchères politiciennes», affirmera-t-il.

Le choix du lieu non plus n'était pas fortuit puisque c'est à partir d'un lieu hautement symbolique, El Khroub en l'occurrence, qui abrite le tombeau du roi amazigh et non moins le premier souverain de la Numidie unifiée, que le Premier ministre rappellera «l'acquis» de la dernière Constitution en ce qu'elle a promu sur l'échelle de l'identité en consacrant définitivement le triptyque diversement assumé ; arabité, islamité et amazighité. «Nous avons ôté l'amazighité à l'instrumentalisation poli-

tique en la consacrant comme langue nationale officielle en étant l'un des fondements de l'identité nationale et qu'il appartient dès lors aux experts et savants de lui asseoir la dimension culturelle et scientifique qui lui revient.

Et d'appuyer «j'affirme avec force que l'Algérie est et demeurera unie et cohérente, n'en déplaise à ceux qui estiment qu'un jour notre nation se disloquera ce qui est utopique et impensable». Sellal ne citera pas pour autant le MAK ou encore Ferhat Mehenni

qu'il semble pourtant avoir pris pour cible.

Les lignes rouges selon Lamamra

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, est revenu dans une déclaration succincte aux journalistes sur certains aspects qui ont émaillé ces jours les relations algéro-françaises rappelant les missions de la diplomatie algérienne «de veiller aux intérêts de l'Etat et des institutions de la République de façon permanente et non seulement lorsqu'il y a des actions visibles telles que la dernière convocation de l'ambassadeur de France à Alger. J'insiste sur le fait que nous accordons une grande importance à ce que nos partenaires internationaux ne s'ingèrent pas dans nos affaires internes et

respectent nos institutions en basant ce partenariat sur le respect mutuel et l'équilibre des intérêts. Tous nos partenaires internationaux doivent un minimum de respect envers ce que nous considérons comme des lignes rouges à ne pas franchir».

S'agissant de l'écho des publications des photos du président de la République d'abord dans le journal *Le Monde* au lendemain des scandales financiers révélés par Panama Papers et celle qui a fait le bug sur la Toile suite à la visite de Manuel Valls et sa réception par le premier magistrat du pays, le chef de la diplomatie algérienne s'est contenté de relever «des comportements indécents de certains organes de presse et que la question relève plus de la morale et de la déontologie».

K. G.

FAWZI REBAÏNE À MILA :

«Les affaires de corruption préoccupent l'opinion publique»

Le président du parti Ahd 54, Ali Fawzi Rebaïne, a mis en exergue hier à Grarem Gouga (Mila) l'importance de l'adoption d'une politique d'encouragement des industries de transformation devant renforcer la sécurité alimentaire et devant mettre à l'abri le pays des crises liées aux fluctuations des cours du pétrole.

Animant un meeting des militants de son parti au centre culturel de cette commune, le président de Ahd 54 a estimé que cette orientation exige «une volonté politique»

visant le développement de l'économie nationale et la «libération de l'économie rentière».

M. Rebaïne a également souligné à cet effet la nécessité de

mettre en place des dispositifs de soutien et de financement des agriculteurs et investisseurs en agriculture. Le président de Ahd 54 a indiqué également que l'Algérie «était plus grande que les partis et les personnes» et a besoin pour résoudre ses problèmes politiques «d'un gouvernement de cohésion nationale qui rassemble tous les acteurs autour d'une feuille de route pour 2017, détaillant les

grandes lignes économiques et sociales nécessaires pour l'engagement d'un nouveau départ sur des bases nouvelles».

M. Rebaïne a estimé que la Constitution devait être intégralement mise en œuvre y compris dans le traitement, par la justice, des affaires de corruption lesquelles, selon lui, «préoccupent actuellement l'opinion publique».

APS

SITUATION SÉCURITAIRE

Identification du terroriste éliminé mercredi à Bordj-Bou-Arréridj

Le terroriste éliminé mercredi par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) à Bordj-Bou-Arréridj a été identifié, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, il a été procédé à l'identification du terroriste éliminé le 13 avril 2016 à Bordj-Bou-Arréridj (5^e Région militaire), il s'agit du terroriste H. Abdelhak, dénommé Zeid Lebraïji», précise le communiqué. A Skikda (5^e Région militaire), «un détachement de l'ANP a découvert et détruit le

15 avril 2016 un abri pour terroristes, une mine et des moyens de détonation», note le communiqué.

De même à Boumerdès (1^{re} Région militaire), «un détachement combiné a appréhendé deux membres d'un réseau de soutien aux groupes terroristes et a récupéré quatre fusils de chasse» relève la même source.

D'autre part, «dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement à Béchar (3^e Région militaire) a arrêté un narcotraffiquant et a saisi 106 kilogrammes de kif traité».

A Oran (2^e Région militaire), «un autre détachement, en coordination avec des éléments de

la Gendarmerie nationale, a appréhendé six narcotraffiquants et a saisi un quintal et 58 kilogrammes de kif traité et 5.790 comprimés psychotropes», note le communiqué.

A El Oued (4^e Région militaire), «un détachement combiné a appréhendé trois contrebandiers et a saisi 6 627 unités de différentes boissons», souligne la même source.

Par ailleurs, «des détachements ont arrêté à Tamanrasset et Bordj-Badji-Mokhtar (6^e Région militaire), quatre contrebandiers et 39 immigrants clandestins de différentes nationalités et ont saisi 3 025 tonnes de denrées alimentaires», ajoute le communiqué.

APS